

Intervention de X. BEULIN à la séance plénière de la FAO **ROME, le 4 juin 2008**

La FIPA compte aujourd’hui 115 organisations adhérentes représentant 85 pays et 600 millions de producteurs agricoles.

Mesdames et Messieurs,

Notre planète doit nourrir et fournir de l’énergie et autres biens à l’équivalent d’une ville de 200.000 habitants en plus, chaque jour ; et ceci dans un contexte où pèsent quelques incertitudes majeures :

- changement climatique,
- accès limité à l’eau douce pour certaines régions du monde,
- quelle disponibilité réelle en terres arables ?

Toutefois, de nombreux intervenants l’ont dit à cette tribune depuis deux jours : « il faut distinguer le court terme du moyen - long terme ».

Sur le court terme, l’analyse de la situation actuelle sur les matières premières agricoles, montre qu’il n’y a pas de cause unique :

- 1) sur les deux dernières années, la production mondiale de blé a diminué de 62 millions de tonnes (soit 10%) pour cause de sécheresse dans plusieurs régions mondiales ;
- 2) les changements d’habitudes alimentaires, notamment en Asie, avec l’introduction des produits carnés, génèrent une demande forte ;
- 3) l’impact des marchés financiers ; à titre d’exemple, en année normale, les échanges et les mouvements sur le marché à terme du blé à Chicago représentent l’équivalent de 20 fois la récolte annuelle de blé aux USA ; sur 2007/2008, ces échanges ont représenté l’équivalent de plus de 80 récoltes. Même s’il est difficile d’évaluer le poids réel de cette spéculation financière, elle a forcément joué un rôle dans l’évolution des cours.
- 4) Les décisions unilatérales de certains états de taxer, voire fermer, leurs exportations de matières premières (exemple : Argentine, Ukraine, Thaïlande...) ;
- 5) Les politiques publiques, notamment dans les pays de l’OCDE, qui, avec les excédents des années 80, ont désinvesti dans les mécanismes de régulation et de stockage.

Concernant les biocarburants, je souhaite aborder quelques points :

- La part réelle des surfaces consacrées aux biocarburants dans le monde n'est pas ce que l'on croit :

1,1 % en Europe
1 % au Brésil
4 % aux USA.

Chacun jugera ! De plus dans le cas des céréales et des oléagineux, l'industrie des biocarburants génère des coproduits (drèches et tourteaux riches en protéines) valorisés en nutrition animale.

- Les biocarburants ne sont pas et ne doivent pas être réservés aux seuls pays riches. Ils peuvent également répondre utilement à l'indépendance énergétique de l'agriculture et de l'industrie dans les pays en développement.
- Toutefois, il y a nécessité de réguler le développement des biocarburants dits de première génération, et d'en assurer la durabilité ; c'est la politique que suit notamment l'Europe.

Sur le moyen long terme, la FIPA souhaite faire quelques recommandations :

- Chacun l'a dit à sa manière, il faut redimensionner l'aide au développement, mais surtout opérer une réallocation, une réorientation des ressources financières des états ; les PVD ne consacrent que 4 % de leurs moyens à l'agriculture, c'est trop peu.

Si les prix élevés ont un impact déstabilisateur à court terme, en revanche, sur le moyen et long terme, ils doivent inciter les états, en lien avec les organisations agricoles à investir :

- dans le foncier,
- les infrastructures (notamment le stockage des denrées),
- la modernisation de l'agriculture (accès à la mécanisation, aux engrains, à l'irrigation, aux semences de qualité,...).

- Il faut également favoriser l'organisation des filières par produit, cela sera profitable à la fois pour les agriculteurs et pour les consommateurs.

La gestion des risques est essentielle pour les agriculteurs ; aucun d'entre eux ne peut faire face seul aux aléas climatiques, sanitaires, de marché.

La recherche, l'innovation, la formation sont évidemment des facteurs clef de la réussite. A ce titre, la durabilité des systèmes agricoles est un objectif prioritaire. Les biotechnologies doivent être appréhendés objectivement ; elles peuvent contribuer à combiner intelligemment la performance économique, la performance environnementale et la biodiversité. Les agriculteurs doivent eux aussi apporter leur part de solutions à la difficile question du réchauffement climatique.

Dans les PVD, l'accès à **l'information** pour les agriculteurs est fondamental (données météorologiques, prix des denrées, informations sur les maladies du bétail, ...).

Enfin, si les échanges commerciaux constituent un facteur essentiel pour le développement de l'agriculture, le contexte actuel doit inciter les états et les gouvernements nationaux, en particulier au sein des grands sous-ensembles régionaux, à créer les conditions d'un développement agricole répondant prioritairement aux besoins de leurs populations.

Les règles de l'OMC doivent donner aux agriculteurs la possibilité de contribuer à la sécurité alimentaire de leur pays, de pouvoir s'organiser sur le marché, et gérer les risques.

Mesdames, Messieurs, l'aide alimentaire doit rester quelque chose d'exceptionnel, cela ne peut et ne doit en aucun cas constituer une politique en soi, et encore moins une stratégie.

Pour conclure, je souhaite affirmer devant cette assemblée plénière de la FAO, que le monde a besoin de toutes les agricultures et de toutes les formes d'agriculture. Au nord comme au sud, les agriculteurs contribuent, au-delà même de leur principale fonction, aux équilibres sociaux et territoriaux. Avec leur amont et leur aval, ils créent de la richesse et de l'emploi.

Mais, un agriculteur a besoin de perspectives ; il revient aux politiques publiques de lui en fournir.

X. BEULIN